Elections Législatives du 18 Novembre 1962



8e CIRCONSCRIPTION DE LOIRE-ATLANTIQUE

●

MOUVEMENT REPUBLICAIN POPULAIRE

Electrices, Electeurs,

Vous allez élire le 18 novembre votre député pour cinq ans. Ces années seront décisives. La génération d'après-guerre, la plus nombreuse en France depuis un siècle, va arriver à l'âge d'homme et aux responsabilités.

Lors des élections législatives qui ont suivi la sédition de mai 1958 et en raison du brusque retour au scrutin uninominal dit « d'arrondissement », le Mouvement républicain populaire s'était trouvé dans l'impossibilité de présenter un candidat dans la circonscription.

Cette fois, le M.R.P., qui groupe les démocrates d'inspiration chrétienne engagés dans l'action civique, a considéré qu'il devait répondre à l'attente d'un très grand nombre d'entre vous.

Après avoir représenté sans interruption, de 1945 à 1958, notre département à l'Assemblée Nationale, c'est à la demande pressante de nombreux amis et sympathisants que j'ai accepté de solliciter vos suffrages.

Mon ami Robert Girard, maire de La Marne, qui est bien connu dans la région et y est unanimement estimé, a consenti volontiers à se présenter à mes côtés comme suppléant. Il appartient à la grande famille des artisans et commerçants ruraux et, par là même, connait bien les problèmes qui se posent au monde rural.

Une transformation profonde des structures politiques et économiques de notre pays doit être entreprise et nous vous proposons trois objectifs fondamentaux :

1° **une démocratie moderne**

2° **l'expansion économique** pour permettre le progrès social et familial

3° **l'unité de l'Europe** pour assurer la paix, la sécurité et le progrès.

1°) UNE DEMOCRATIE MODERNE EXIGE

un Gouvernement efficace
un Parlement utile
des Citoyens responsables.

Le Gouvernement d'une nation moderne doit être fort, à l'abri de l'instabilité, mais il ne doit pas être isolé et confié aux technocrates. Sans l'équilibre des pouvoirs et sans l'appui de la Nation, il n'y a ni autorité réelle ni démocratie véritable.

C'est pourquoi nous demandons :

— un Parlement exerçant dans leur plénitude ses droits législatifs et ses droits de contrôle,

— l'association à la politique nationale des grandes forces du Pays (professionnelles, familiales et culturelles),

— la solide liaison du pouvoir politique et de la responsabilité économique.

2°) L'EXPANSION ÉCONOMIQUE doit se faire au profit de tous les Français

Le redressement financier et la stabilité monétaire n'ont été obtenus durant les quatre années passées qu'aux dépens du niveau de vie de nombreuses catégories de citoyens, entre autres : les vieux, les familles, les paysans. Les principes qui régissent la justice sociale n'ont pas été respectés. Les progrès de la productivité n'ont pas bénéficié à tous les travailleurs. Partisans résolus de l'expansion économique, nous demandons qu'elle profite à tous.

Il s'agit, d'abord, de vouloir une véritable politique des revenus. Pour commencer, il faut augmenter les ressources :

— des familles en comblant le retard pris par les allocations familiales sur les salaires,

— des personnes âgées dont les prestations sont restées anormalement basses,

— des travailleurs retraités, grâce à un meilleur calcul du montant de la retraite.

Mais il ne suffit pas d'accroitre les revenus, il est aussi indispensable d'améliorer les conditions de vie et, dans ce but, de doter le pays de l'équipement collectif indispensable.

Dans cette vaste réalisation, la priorité doit être donnée :

— à l'enseignement qui, dans le maintien de la liberté, doit être, à tous les degrés, accessible à tout jeune Français;

— à l'équipement routier, ferroviaire et fluvial devant assurer le développement régional.

L'aménagement du territoire est la clef de tout notre avenir économique et social. Il est donc nécessaire de réaliser une planification de l'économie selon des perspectives démocratiques.

Cela doit notamment se traduire par :

— L'accélération de la décentralisation industrielle et l'implantation d'usines nouvelles dans les régions qui, comme la nôtre, sont défavorisées.

— Une réforme du crédit et une utilisation plus rationnelle de l'épargne.

— La mise en place, à la tête de chaque région, de conseils économiques et sociaux dotés de pouvoirs d'information et de décision.

Enfin, il faudra veiller au strict respect des principes de la loi d'orientation agricole et s'efforcer d'obtenir l'adoption de dispositions essentielles qui ont été écartées lors du vote de la loi complémentaire.

3°) UNE EUROPE UNIE

L'unité de l'Europe permettra seule d'assurer notre développement et notre sécurité.

Or la question se pose aujourd'hui de savoir si l'Europe va enfin être pourvue de l'autorité politique capable de prendre les décisions indispensables à la réalisation de son unité économique.

Seul en effet un véritable gouvernement européen pourra accélérer l'harmonisation des salaires, coordonner l'énergie, équilibrer les investissements.

Mais l'Europe doit aussi assurer sa sécurité ; et cette sécurité ne sera garantie que dans le cadre d'une défense commune. C'est en vertu de cette idée que le M.R.P. s'est déclaré hostile à une force de frappe strictement nationale. Lorsque la menace est commune, la riposte doit aussi être commune.

Seule une Europe unie sera respectée par ses adversaires et traitée en égale par ses alliés.

Seule une Europe unie permettra d'établir des liens solides et durables avec le monde africain.

Seule enfin une Europe unie sera capable de perpétuer la démocratie fondée sur les valeurs spirituelles de la Civilisation occidentale à laquelle, avec le Mouvement Républicain Populaire, nous sommes profondément attachés.

Electrices, Electeurs,

Sur les textes législatifs importants, **je consulterai les responsables des organisations représentatives.**

D'autre part, **je m'engage à tenir des réunions d'information et des permanences cantonales ou intercantonales** afin de garder un contact aussi étroit que possible avec la population et, bien entendu, **d'œuvrer avec les conseillers généraux et les élus locaux** qui accepteraient de servir avec moi l'intérêt commun de **toute la circonscription.**

Nous entendons demeurer fidèles à la Démocratie qui doit être non seulement sauvée mais renouvelée. La France de demain a besoin d'institutions équilibrées, de parlementaires compétents, d'une économie rénovée afin de répondre :

— aux exigences de la technique

— aux aspirations de tous les Français

— aux conditions difficiles de la vie internationale.

Cette grande tâche de l'avenir, nous vous demandons de l'entreprendre avec nous.

Edouard MOISAN

Ancien Député de Loire-Atlantique

Ancien Président du Groupe M.R.P.
de l'Assemblée Nationale

Adjoint au Maire de Nantes

Suppléant :

Robert GIRARD

Mécanicien Agricole

Maire de La Marne

Imprimerie de l'Atlantique - Nantes